

24 octobre 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président de la République en ouverture de la Conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban.

Monsieur le Président du Conseil des ministères, mon cher Najib,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les représentants des États et des organisations internationales, et je remercie les organisations présentes et les agences des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités,

Merci de votre présence aujourd'hui à Paris. Nous allons parler évidemment du Liban, mais je veux avoir un mot avant tout pour dire aussi notre soutien à la Turquie qui a subi un terrible attentat et une attaque qui a fait plusieurs morts. Et Monsieur l'ambassadeur, Monsieur le ministre, je veux que vous soyez nos émissaires pour dire au Président et au peuple turc, notre soutien après ces terribles événements.

Sans doute savez-vous les liens séculaires qui unissent la France au Liban, et c'est au nom de cette fidélité jamais démentie que nous avons souhaité, avec le ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Noël BARROT et Monsieur le ministre des Armées, Monsieur Sébastien LECORNU, vous rassembler aujourd'hui pour qu'une fois encore, ensemble, nous fassions notre devoir auprès des Libanais. Je vous suis donc très reconnaissant d'avoir accepté notre invitation et permis que nous puissions nous rassembler pour apporter aux Libanais l'aide dont ils ont immédiatement besoin et pour dire aussi notre volonté que le Liban sorte plus fort des épreuves qu'il traverse aujourd'hui.

Je remercie le président du Conseil des ministres libanais, Monsieur Najib MIKATI, d'être à Paris aujourd'hui, et je mesure la difficulté de sa tâche dans un moment où les crises multiples qui affectent le Liban sont exacerbées par les opérations militaires, qu'Israël mène sur son sol, le déplacement de centaines de milliers de personnes et la difficulté pour les institutions de faire face à l'urgence. Je veux ici vous redire notre soutien et que nous serons là dans l'urgence comme pour accompagner les Libanais dans la reconstruction d'un Liban libre, souverain, capable de faire prévaloir l'intérêt national sur les divisions qui le rongent.

Sans doute est-il nécessaire pour cela que la guerre des autres, comme en parlait le grand Ghassan Tuéni, ne soit pas importée au Liban, que chacun comprenne l'extraordinaire valeur de la diversité libanaise et que les Libanais eux-mêmes sachent se rassembler. Vaste ambition, sans doute, mais il n'y a pas d'alternative pour ceux qui aiment le Liban, qui le respectent pour ce qu'il est et qui ne cherchent pas un gain pour eux-mêmes. Et nous sommes de ceux-là, et je sais que vous toutes et tous ici êtes de ceux-là. On parle beaucoup, ces derniers jours, de guerre, de civilisation ou de civilisation qu'il faut défendre. Je ne suis pas sûr qu'on défende une civilisation en semant soi-même la barbarie. Je suis sûr d'une chose, c'est que la possibilité d'une civilisation se joue au Liban ; c'est-à-dire la possibilité pour des femmes et des hommes dont les origines sont différentes, dont les religions sont différentes, de partager un même territoire et de vivre pour un même projet. C'est aussi pour cela que le Liban est important pour lui-même et est toujours plus grand que lui-même.

Dans l'immédiat, c'est une aide massive qu'il faut apporter à la population libanaise, qu'il s'agisse de centaines de milliers de personnes déplacées par la guerre ou des communautés qui les accueillent. Les Nations Unies ont lancé un appel à hauteur de 426 millions d'euros. La France apportera 100 millions d'euros à l'occasion de cette conférence. Ce qu'il faut, c'est tout simplement abriter les familles, nourrir les enfants, soigner les blessés, continuer d'assurer la scolarité des élèves. Il faut trouver des solutions d'autant plus vite qu'il faut à tout prix éviter que le déplacement des gens du Sud vers Beyrouth et d'autres régions du Liban ne crée de nouvelles divisions parmi les Libanais. 1 200 000 personnes sont aujourd'hui déplacées et c'est une charge, un point énorme, une déstabilisation profonde de plusieurs régions, dont Beyrouth. Je sais l'extraordinaire solidarité. Une fois encore, votre peuple a fait preuve envers les plus fragiles d'entre eux, dans bien des circonstances, et c'est cette solidarité que nous pouvons les aider à maintenir pour qu'ils restent unis au lendemain de la guerre. Les Nations Unies assureront une gouvernance exemplaire de ces fonds, et je les en remercie.

Nous serons en soutien de l'ensemble des agences compétentes, et je remercie une fois encore d'être là. Elles pourront apporter soutien aux organisations non gouvernementales qui assureront cette aide. Et la France est prête tout particulièrement à s'engager pour aider à coordonner l'aide en matière éducative. Je sais que c'est votre demande, Monsieur le président du Conseil, et vous pouvez compter sur nous, de la même manière que nous pourrions aussi faire face à l'urgence et aider les bacheliers de cette année, si vous le souhaitez et s'ils le souhaitent, à pouvoir assurer les prochains mois, comme nous avons su le faire dans d'autres périodes et dans des moments difficiles. Le peuple ne peut toutefois à lui seul conjurer les grands risques qui guettent le Liban.

La guerre doit cesser au plus vite. Il faut un cessez-le-feu au Liban. Plus de dégâts, plus de victimes, plus de frappes ne permettront ni d'en finir avec le terrorisme, ni d'assurer la sécurité de tous. Je regrette amèrement que l'Iran ait engagé le Hezbollah contre Israël alors que l'intérêt supérieur du Liban commandait qu'ils se tiennent à l'écart de la guerre de Gaza. Je regrette qu'Israël poursuive ses opérations militaires au Liban, au sud, à Beyrouth, ailleurs, et que le nombre des victimes civiles continue d'augmenter. Je regrette enfin que l'appel que le Président BIDEN et moi-même avons lancé le 25 septembre dernier pour obtenir une pause de 21 jours n'ait toujours pas été entendu. La nécessité demeure que le Hezbollah mette fin à ses attaques contre Israël, quel qu'en soit le prétexte. Nous les condamnons et exigeons qu'ils cessent ses provocations, qu'il s'agisse de l'attaque contre le domicile personnel du Premier ministre israélien ou des frappes indiscriminées au-delà de la Ligne bleue.

Quant à Israël, il sait d'expérience que ses succès militaires ne sont pas forcément une victoire au Liban. La guerre ne doit pas décourager ceux qui peuvent œuvrer à la paix et à la sécurité de tous. La guerre ne doit permettre aux forces du chaos de l'emporter, ni au Liban, ni nulle part dans la région. Donc il faut cesser le feu et définir sans attendre les mesures qui doivent être prises pour établir un calme durable le long de la Ligne bleue et permettre aux populations déplacées, au Liban comme en Israël, de retourner dans leur foyer en toute sécurité. C'est une tâche prioritaire et elle nécessite un engagement déterminé de nous tous.

Là encore, l'expérience nous instruit. Nous savons qu'il n'y aura pas de retour *austatu quo ante*. Nous savons que la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies doit être pleinement respectée et mise en œuvre par toutes les parties pour que notre objectif de paix et de sécurité soit atteint. Nous pouvons compter sur les Nations unies. Nous pouvons compter aussi sur l'engagement des contributeurs de troupes pour que la FINUL assume tout son mandat et accompagne efficacement le déploiement des Forces armées libanaises au sud du fleuve Litani. Donc, agissons sur cette base solide et voyons comment faire en sorte que la FINUL s'adapte aux circonstances d'aujourd'hui et contribue de manière décisive à l'extinction du conflit au sud du Liban. À cet égard, je remercie le Secrétaire général des Nations Unies d'avoir dépêché à Paris son adjoint pour les opérations de maintien de la paix, Monsieur Jean-Pierre LACROIX. Je saisis cette occasion pour lui confier de remercier très sincèrement, en notre nom à tous, l'ensemble des pays contributeurs à la FINUL, de dire notre estime et notre soutien à chacun des soldats qui servent sous casque bleu au Liban. Rien ne justifie qu'ils puissent faire l'objet de quelque attaque que ce soit. L'objectif essentiel de la FINUL doit rester que l'État libanais exerce bien sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, et donc, aussi au sud du fleuve Litani. C'est ce que nous disons dans les résolutions du Conseil de sécurité et c'est aussi l'intérêt même des Libanais, au premier lieu la population du sud.

Les Forces armées libanaises ont donc un rôle décisif à jouer aujourd'hui plus encore qu'hier. Et je salue ici leur engagement au service de tous les Libanais. Je sais leur courage et leur abnégation. Elles les ont montrés dans la lutte contre Daesh, comme dans la lutte contre Al-Qaïda. Elles le montrent chaque jour en assurant la sécurité de tous les Libanais dans les circonstances les plus difficiles et nous pouvons donc leur faire confiance. Dans ce contexte, je souhaite dire au Premier ministre MIKATI l'appréciation de la France pour l'engagement qu'il a pris de relever le niveau d'engagement des Forces armées libanaises au sud dès lors qu'un cessez-le-feu aura été négocié. Et c'est l'objectif que nous devons poursuivre et que nous soutenons. La France accompagnera ce déploiement au travers de la FINUL et en contribuant à l'équipement de l'Armée. Il faudra qu'il soit assez robuste, vérifiable et opérationnel pour que tous au Liban, en Israël, aux Nations Unies soient convaincus que l'État libanais exercera effectivement au long cours son autorité sur l'ensemble du territoire. Et c'est pourquoi, je le dis ici, nous soutenons le travail qui a été conduit par les autorités libanaises et que l'objectif de cette conférence est également de soutenir le fonctionnement courant des armées. Et je remercie aussi autour de cette table de nombreux pays contributeurs à cet effort, qui permettent d'aider à la santé, à l'approvisionnement en carburant, aux petits équipements, mais également d'appuyer le plan de recruter au moins 6 000 soldats supplémentaires, de permettre le déploiement d'au moins 8 000 soldats supplémentaires au Sud, et en coordination avec tous nos partenaires présents ici même qui permettent d'étendre le socle de soutien aux Forces armées libanaises.

Voilà, M. le Président, Mesdames et Messieurs, l'objectif essentiel qui est le nôtre. Affirmer la souveraineté du Liban, donc démontrer que le pire n'est pas écrit, et permettre aux Libanais de retrouver le contrôle de leur destin. Le soutien aux populations et l'aide humanitaire, le soutien à la FINUL et l'affermissement de sa mission, le soutien aux Forces armées libanaises et à leur redéploiement sur le Sud dès le cessez-le-feu obtenu. C'est une nouvelle page que nous commençons d'écrire aujourd'hui ensemble. Je n'ai aucun doute que nous saurons répondre ensemble aux urgences d'aujourd'hui. Et je forme le vœu avec vous que le Liban puisse compter sur notre engagement plus général pour sortir des crises d'hier et être pleinement lui-même demain en paix et en sécurité.

Je vous remercie de votre mobilisation, de votre présence à Paris aujourd'hui et de l'engagement de vos gouvernements aux côtés du peuple libanais qui le mérite. Merci.